



Quels problèmes posent en France les caractéristiques de la population active et comment y répondre ?

Pensez à effectuer l'analyse préalable du sujet que nous vous proposons sur le site, c'est avec cet entraînement que vous acquérez les principales techniques de la problématisation en Analyse Economique et Histoire des Sociétés Contemporaines. Cet entraînement est indispensable pour obtenir une bonne note aux concours.

Sommaire (Cliquez sur le titre pour accéder au paragraphe)

- I. L'augmentation de la population active et des taux d'activité 2
 - I.1. Le constat : 2
 - I.2. Les problèmes posés : 2
 - I.3. Les solutions envisagées : 2
- II. Tertiairisation et vieillissement de la population active 2
 - II.1. Le constat : 2
 - II.2. Les problèmes posés : 3
 - II.3. Les solutions envisagées : 3
- III. Précarisation et maintien d'un important volant de population active
inoccupée 3
 - III.1. Le constat : 3
 - III.2. Les problèmes posés : 3
 - III.3. Les solutions envisagées : 3

Il convient d'évoquer ce qu'on peut appeler le paradoxe de la population active : pour certains elle est trop peu nombreuse pour financer les retraites, pour d'autres — au contraire — elle est trop importante et donc cause de chômage.

La population active possède un certain nombre de caractéristiques : répartition des actifs occupés selon les secteurs, niveaux de qualification, variété des statuts et des situations face à l'emploi...

Il est donc intéressant de voir en quoi les caractéristiques de la population active reflètent un certain nombre de problèmes auxquels sont confrontés l'économie et la société française.



I. L'augmentation de la population active et des taux d'activité

I.1. Le constat :

La population active rassemble un peu moins de 26 millions de personnes soit un peu plus de 40% de la population totale, chiffre qui semble faible par comparaison avec les situations étrangères.

La main-d'oeuvre fait défaut après la guerre et jusqu'au milieu des années 1960, période où son poids dans la population totale tombe à un niveau très faible. Proche de 50% au début du siècle, le rapport actifs/population totale descend jusqu'à 40% au milieu des années 1960.

Ce ratio est resté à un niveau faible jusqu'à la période récente du fait d'une stagnation du volume de l'emploi depuis le milieu des années 1970. Pour mémoire signalons que le taux d'emploi aux États-Unis est de nos jours légèrement inférieur à 50%.

I.2. Les problèmes posés :

Le poids élevé des emplois publics est une des raisons susceptibles d'expliquer la faible création d'emplois privés depuis le milieu des années 1970.

La population active s'est fortement accrue depuis la fin des années 1960 (impact du baby boom et de l'accroissement de l'activité féminine). Cet accroissement ne se retrouve pas au niveau de la population active occupée, d'où le maintien d'un taux d'emploi à un faible niveau.

I.3. Les solutions envisagées :

La faiblesse des taux d'emploi ne peut être combattue que par l'adoption de politiques plus actives visant à remettre au travail une partie de la population.

Le ralentissement de la progression de la population active pourrait être corrigé par l'accroissement des flux migratoires.

II. Tertiairisation et vieillissement de la population active

II.1. Le constat :

La population active civile occupée (c'est-à-dire après déduction des forces armées et des chômeurs) peut être décomposée entre les grandes branches d'activité économique. La baisse de l'emploi agricole et industriel au profit de l'emploi tertiaire apparaît comme une donnée structurelle qui s'est poursuivie sur la période récente.

En l'absence d'une relance de l'immigration et en retenant comme hypothèse le rapprochement du taux de fécondité français par rapport à la moyenne européenne (1,5 enfant par femme), la population active augmentera beaucoup moins à partir de 2005-2010.



Le cadre général des activités économiques et sociales La population active en France ...

II.2. Les problèmes posés :

A terme, si rien ne change, la France pourra avoir au point le plus défavorable autant de retraités que d'actifs.

Cette évolution remet en cause le financement des retraites, mais aussi de l'assurance-maladie.

II.3. Les solutions envisagées :

Les politiques natalistes ont-elles des effets durables ? En fait, beaucoup de femmes choisissent de ne pas avoir d'enfants pour des raisons autres que financières (perte de mobilité sociale, réduction des choix de vie...).

Il est nécessaire de rationner les soins et d'augmenter la participation financière personnelle, ce qui va accentuer le conflit entre les riches et les pauvres.

La création de retraites par capitalisation va impliquer une hausse des taux d'épargne et une baisse de la consommation de la population active, tandis que les retraités vont devoir accepter un recul de leur niveau de vie : les jeunes ne peuvent pas payer à la fois pour les vieux et pour leur propre retraite.

III. Précarisation et maintien d'un important volant de population active inoccupée

III.1. Le constat :

Au cours des années 1950 et jusqu'au milieu des années 1960, la France connaît une pénurie de main-d'oeuvre. Le chômage commence à augmenter à partir de 1967-1968, mais l'accroissement spectaculaire du nombre de sans-emploi date de 1974. Depuis cette date, le chômage s'est accru de manière quasi-permanente jusqu'en 1998. La seule véritable rémission s'est opérée lors de la phase de reprise de la croissance (1987-1989). L'économie française n'est pas parvenue à créer en valeur nette des emplois en nombre suffisant pour faire face à l'augmentation de sa population active.

III.2. Les problèmes posés :

Le chômage est coûteux pour l'ensemble de la collectivité, c'est ce coût qui justifie les politiques d'intervention. Il y a d'abord les versements de prestations aux chômeurs. Ensuite, l'État enregistre un manque à gagner du fait que les chômeurs ne travaillent pas (moins de cotisations sociales, moins d'impôt sur le revenu, moins de TVA perçue car les chômeurs sont aussi des consommateurs potentiels). Il y a aussi des coûts sociaux : montée de l'exclusion, extension de la pauvreté, échecs scolaires, divorces, stress et dégradation de la santé des chômeurs...

III.3. Les solutions envisagées :

Une voie repose sur la recherche de la flexibilité. La production ou la main-d'oeuvre sont flexibles lorsqu'elles s'adaptent rapidement aux modifications de la demande et aux nouvelles conditions du marché. Au travers de la « flexibilité externe » l'entreprise puise



Le cadre général des activités économiques et sociales La population active en France ...

ou rejette dans le marché du travail en fonction de ses besoins et ceci avec des délais très réduits. Avec la « flexibilité quantitative interne », ce n'est plus le nombre d'emplois que l'on fait varier, mais le nombre d'heures travaillées. Il existe aussi une « flexibilité fonctionnelle » qui consiste à changer l'affectation des travailleurs sur les postes de travail en fonction des besoins (ce qui nécessite une polyvalence des salariés).

Il est possible d'apporter une réponse précise à la question posée : l'étude des caractéristiques de la population active française fait apparaître plusieurs problèmes majeurs qui peuvent se résumer en un risque d'accroissement des fractures sociales, de maintien de fortes inégalités et de crise de financement des systèmes de protection sociale.

Face à ces problèmes, les politiques interventionnistes semblent aujourd'hui en repli. La politique familiale n'est plus que l'ombre d'elle-même, la protection sociale est réformée et l'on compte surtout sur la croissance pour remettre toute la population active au travail. On peut y voir un constat d'impuissance : impuissance à modifier la conjoncture ou à agir sur la démographie.

Frédéric Teulon